

# ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

## TURQUIE ET SYRIE

### Après le séisme, une solidarité féministe se reconstruit

Il y a moins d'un mois, la Turquie et la Syrie ont été frappées de deux séismes dévastateurs, ayant provoqué la mort de plus de 44 000 personnes et le déplacement massif de population. Plus d'1,4 millions d'individu·es sans abri vivent dans des tentes et des voitures alignées sur des centaines de kilomètres (chiffre : l'AFAD). Parmi elles, des stands d'ONG viennent en aide aux sinistré·es, notamment un stand qui vient en aide aux femmes.

A l'initiative du réseau féministe Kadin Savunmasi, cet espace de solidarité permet aux femmes de s'exprimer librement. Les bénévoles au gilet violet apportent aide matérielle et soutien psychologique. Selon l'une d'elles, "les femmes viennent nous raconter que leurs maris les battent dans la voiture ou dans la tente où ils vivent désormais". Avant même le séisme, les droits des femmes étaient de plus en plus menacés en Turquie. Avec un féminicide par jour, un accès gratuit à l'IVG très difficile et la sortie de la Convention d'Istanbul en 2021, les conditions des femmes s'aggravent. ONU Femmes demande donc de redoubler de vigilance, car la catastrophe naturelle ne fait qu'accentuer les violences et les inégalités déjà existantes.

Cet espace de solidarité destiné aux femmes est également un point de distribution de produits de première nécessité, notamment de protections périodiques. Ce n'est pas si évident dans des pays où les menstruations sont un sujet particulièrement tabou. Selon des ONG sur place, certains produits menstruels n'ont pas été transportés jusqu'à destination et il a fallu attendre plusieurs jours pour que les femmes acceptent, par crainte d'humiliation, d'aller demander des protections hygiéniques. Pourtant, comme le rappelle l'association Jeyetna, les cycles ne s'arrêtent pas en période de crise et les besoins qui y sont liés ne devraient pas être minimisés par rapport aux autres nécessités (denrées alimentaires, vêtements, abris...). Le manque de produits menstruels et hygiéniques mène rapidement à des infections douloureuses, nécessitant souvent une prise de médicaments. Ce n'est pas la première fois que des associations nationales, telles que "We need to talk", alertent sur les conséquences dramatiques en temps de crise de la stigmatisation des règles par le gouvernement turque.



Dans un communiqué de presse, Nils Muižnieks, directeur du programme Europe d'Amnesty International, s'aligne sur la demande de vigilance d'ONU Femmes : "les crises humanitaires qui résultent de ces séismes catastrophiques ont entraîné une aggravation de la situation des droits humains en Syrie et en Turquie car elles exacerbent les facteurs de vulnérabilité préexistants".

La solidarité féminine sur place est donc plus que nécessaire : en plus d'aider les sinistrées matériellement et psychologiquement, elle permet de continuer à défendre les revendications féministes œuvrant pour une meilleure prise en compte des besoins de chacune en temps de crise.

*Sources :*

*Le Monde*, "A Antakya, la solidarité entre femmes s'organise après le séisme", 22 février 2023.

*Alarabiya News*, "Syria, Turkey earthquake: Menstruation doesn't stop in times of crisis, NGOs warn", 16 février 2023.

*Amnesty International*, "Syrie/Turquie. Les droits doivent être « au cœur de la réponse » aux séismes", 23 février 2023.

# ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

## FRANCE

### Deux avancées législatives : violences conjugales et lutte contre la pornographie

#### Une aide financière d'urgence pour les victimes de violences conjugales votée et promulguée

Inspirée d'une expérimentation menée dans le Nord, la loi créant une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales a été promulguée au Journal officiel.

Cette aide d'ordre financière permet d'aider les victimes de violences conjugales à quitter le foyer familial et prendre un nouveau départ. Ce dispositif est principalement destiné aux femmes qui sont les premières victimes des violences conjugales. Les victimes pourront bénéficier de cette aide dans trois cas de figure :

- une ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales
- un dépôt de plainte
- un signalement adressé au procureur de la République

La demande d'aide devra être adressée à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) ou à la Caisse de Mutualité Sociale (MSA) dès le dépôt de plainte au commissariat ou dès le signalement du Parquet. Dès la demande acceptée, la somme sera versée dans les 5 jours. Il peut s'agir d'un prêt sans intérêt ou d'un don ; le remboursement du prêt pourra être à la charge de l'auteur des violences. Le montant maximal reste en discussion mais pourrait avoisiner les 5 000 euros. Le prêt pourrait compléter de façon subsidiaire le don initialement débloqué - il s'agit donc d'une aide pensée comme un accompagnement global et durable des victimes.

Cette loi est née d'une proposition de loi de Valérie Létard, sénatrice UC du Nord, et a été largement soutenue par le gouvernement et notamment par la Ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, Isabelle Rome dans le cadre du "pack nouveau départ". Ce pack promeut une prise en charge globale des victimes de violences conjugales : réinsertion professionnelle, accès à la formation, à un logement, à un système de garde d'enfants...



# Projet de résolution pour lutter contre les violences pornographiques voté au Sénat

D'autre part, le 1er mars, le Sénat a voté à l'unanimité une proposition de résolution transpartisane visant à faire de la lutte contre les violences pornographiques une priorité de politique publique. Cette proposition fait suite à un rapport sénatorial de la délégation des droits des femmes du Sénat, représentée par Annick Billon, Alexandra Borchio Fontimp, Laurence Cohen et Laurence Rossignol.

La résolution reconnaît un certain nombre de violences inhérentes au système de pornographie qui ont été énumérées et expliquées dans ledit rapport. Elle émet des propositions comme rendre inaccessible les sites pornographiques sans une preuve de majorité (34) ; la possibilité de punir les sites qui ne se plieront pas à cette obligation de majorité ; de faire respecter la loi de 2001 qui rend obligatoire trois cours d'éducation sexuelle en primaire et en secondaire (39) ; l'appel à un plan interministériel et à un arsenal pénal efficace et ambitieux (27, 31).

Parallèlement, Jean-Noël Barrot, ministre chargé du numérique, a fait plusieurs annonces relatives à la nécessité de protéger les jeunes sur internet. Selon l'association Ennoncence, un enfant sur deux aurait été confronté à la pornographie en primaire et 100% des collégien·nes ont déjà vu des contenus pornographiques. La pornographie est aujourd'hui facilement accessible (bien que cette accessibilité soit illégale), d'autant plus que l'utilisation, notamment précoce, des smartphones est de plus en plus répandue. Pour traiter de ce problème, le ministre a promis de faire de la France l'un des pays pionnier de l'internet sûr et de faire de l'année 2023 une année charnière en ce sens. Plusieurs propositions sont sur la table pour rendre les sites pornographiques inaccessibles aux enfants (il pourrait s'agir de l'enregistrement d'une carte d'identité). Certains États américains font des démarches dans le même sens, ainsi que le Royaume-Uni - internet n'ayant pas de frontières, cette prise de conscience mondiale semble plus que nécessaire.

## Sources :

Public Sénat, "Violences conjugales : Isabelle Rome annonce une aide universelle d'urgence « sous forme de don », 16 janvier 2023.

TV5 Monde, "Violences conjugales : une aide financière "universelle d'urgence" pour les victimes", 12 janvier 2023.

# ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

## IRAN

### Des empoisonnements d'écolières à répétition

**D**ans une conférence de presse dimanche 26 février, le vice-ministre en charge de la Santé Youness Panahi a reconnu que certaines personnes voulaient voir fermer les écoles, surtout celles des filles, ce qui pourrait expliquer l'intoxication de centaines d'écolier-es dans plusieurs villes du pays.

En Iran, l'école est obligatoire pour les filles et les garçons et les universités comptent même 55% d'étudiantes. Mais depuis le mois de novembre, de mystérieux cas d'intoxications en masse dans des collèges et des lycées ont été relayés par la presse locale, et sont à ce jour, toujours non élucidés. Seul fait connu et revendiqué par le gouvernement iranien ; les produits chimiques utilisés seraient disponibles sur le marché. Il s'agirait dans certains cas de dérivés de l'azote, produit chimique utilisé comme engrais agricole.

Les établissements les plus touchés sont les écoles pour filles de la ville de Qom, mais d'autres établissements réservés aux filles sont touchés par des agissements similaires à Téhéran et Borujerd. Les collégiennes et lycéennes victimes rapportent avoir été prises de soudains malaises en pleine classe ; bien que nombre d'entre elles aient été

Selon les médias locaux, au moins 800 élèves ont été empoisonné-es. Dans la ville de Borujerd, France info relève qu'un lycée pour filles a fermé ses portes pendant deux jours à cause d'empoisonnements ; à sa réouverture, 44 filles ont de nouveau été victimes d'inhalation de produits chimiques, conduisant à la fermeture de l'établissement encore une fois.

Sans le dire clairement, le gouvernement iranien sous-entend qu'il peut s'agir d'une forme d'atteinte au droit d'éducation des jeunes filles par des groupes extrémistes, une forme de représailles contre les révolutions féministes qui secouent le pays depuis plusieurs mois. Bien que le droit à l'éducation ne soit pas directement remis en question dans le pays, les droits des femmes iraniennes sont fragiles et la lenteur du gouvernement iranien à prendre en charge ces cas d'intoxication inquiète sur sa réelle volonté de protéger les droits des femmes et des filles.

Sources :

*Huffpost*, "En Iran, des élèves empoisonnées pour faire fermer des écoles de filles", 26 février 2023.

*Franceinfo*, "En Iran, on empoisonne les filles qui vont à l'école", 27 février 2023.

# ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

## UKRAINE

### Soldates : combattre l'ennemi et les préjugés

C

ela fait maintenant un an que la Russie a ouvert le feu sur le territoire ukrainien et neuf ans que le conflit dans le Donbass fait rage. Les troupes ukrainiennes sont donc

constamment déployées et parmi elles, des femmes. Mais réussir à prendre les armes lorsque l'on n'est pas du sexe "fort et viril" est un combat en lui-même.

Kateryna Pryimak, vice-présidente de l'Association des femmes vétérans d'Ukraine, explique le sexisme systémique dans l'armée ukrainienne lors d'une interview donnée à Radio-Canada : si une femme souhaite se battre, "c'est suspect". Ainsi, avant 2016, la législation en vigueur limitait l'exercice de certaines professions des femmes, qui devaient cocher les cases "cuisinière" ou "femme de ménage" pour pouvoir s'engager. Leur réelle implication occultée empêchait donc toute reconnaissance à leur égard, qu'elle soit distinctive ou financière. Même si leur participation est encore largement minimisée, les femmes ont désormais accès à une grande majorité des postes proposés par l'armée et au service militaire.

Au début de l'invasion russe, la couverture médiatique ukrainienne a suivi une lignée traditionnellement misogyne : les femmes fuient le pays, les hommes restent pour le protéger. Mais depuis février 2022, "la guerre a pour effet de changer l'image de notre armée nationale, ce n'est plus seulement l'affaire des hommes", informe Andri Kolasnyk, fondatrice de l'ONG Zemliachky (Compatriotes) à l'écoute des demandes et des témoignages des soldates ukrainiennes. Ainsi, des femmes de tout âge et de toutes régions rejoignent les rangs de l'armée. En 2023, les troupes ukrainiennes comptent 23% d'effectif féminin, un taux 15 fois plus élevé qu'en 2008. Parmi elles, Evgenia Emerald, la snipeuse de 32 ans aussi connue sur les réseaux sociaux comme "la Jeanne d'Arc d'Ukraine". Puisqu'elle a besoin d'effectif, l'armée tente de se débarrasser des stéréotypes misogynes. Malgré tout, le combat des femmes vers l'égalité réelle, ou du moins une revalorisation de leur rôle au sein de l'armée, doit toujours être mené : un accès aux produits hygiéniques, à des uniformes adaptés à leur morphologies, à un salaire égal, etc...

Certaines femmes s'engagent au front sans demander à porter les armes, mais cela n'atténue pas le danger qui les guette, bien au contraire. Secouriste, Kateryna Pryimak profite de son entretien avec Radio-Canada pour alerter sur le manque de véhicules disponibles et adaptés au transport des blessés. Lorsque l'adversaire bombarde la zone du front sans distinction, non seulement des soldats meurent en attente de leur hospitalisation, mais "C'était plus dangereux d'être sur la route que de combattre dans les tranchées, nous n'avions aucun véhicule blindé !". Les femmes sont aussi les premières victimes des crimes de viols de guerre, pratique fortement utilisée par les forces armées russes.

Les femmes au combat et le combat des femmes font l'objet de plusieurs documentaires. Masha Kondakova a suivi, entre 2016 et 2019, le destin de trois femmes au cœur de la guerre du Donbass ("Inner Wars" 2020). Plus récemment, Julien Boluen et Charles Comiti ont rapporté le quotidien des femmes plongées dans le conflit armé actuel ("Ukraine : des femmes dans la guerre" 2022).

Sources :

*Le Monde*, "Les femmes ukrainiennes sont aussi des combattantes", 8 mars 2022.

*TV5 Monde*, "Un an de guerre en Ukraine : les femmes au combat", 21 février 2023.

# ACTUS CULTURELLES

Du 9 au 11 mars se déroule un festival de pop culture féministe dans la ville de Reims : le Pop Women Festival met à l'honneur des femmes d'horizons et de talents variés. De Pénélope Bagieu à Nora Hamzawi, en passant par Titiou Lecoq ou encore Olympe Chabert, ce festival de trois jours ambitionne de mettre en avant la créativité féminine alors que seulement 20% des artistes programmés dans les festivals culturels français sont des femmes.

La présidente du Pop Woman Festival, Céline Bagot, a travaillé pendant plus de dix années pour le festival d'Angoulême. Elle a également beaucoup voyagé et a habité dans plusieurs pays du monde, notamment en Angleterre et au Cambodge. Grâce à son réseau impressionnant et ses compétences acquises lors de sa carrière professionnelle, Céline Bagot crée le Pop Women Festival pour célébrer dans un cadre festif des bédéistes, chanteuses, militantes, et autres femmes et/ou féministes dans la ville de Reims.

Ce festival qui met en avant le féminisme et la créativité féminine est plus que bienvenu. En effet, les femmes artistes sont moins programmées que leurs collègues masculins. Dans les festivals de musique par exemple, les femmes représentent entre 10 et 30% seulement des programmations. D'autre part, on remarque que les artistes féminines programmées sont généralement des artistes renommées (Angèle, Clara Luciani), alors que les hommes sont plus aisément programmés sans avoir une telle popularité ; dans leur cas, les festivals peuvent même faire office de tremplin dans leur carrière musicale. Les Inrockuptibles ont montré cette invisibilisation des femmes artistes en diffusant les affiches de festival en ne gardant que les artistes féminines : les listes se vident souvent de la plupart de leur programmation, voire de leur totalité, à l'instar du festival Skate and Surf Festival de 2015 qui n'avait programmé aucune femme.



Céline Bagot. Crédit photo :  
Linkedin de Céline Bagot



Credit Photo : Solenn David, direction artistique.  
<https://solenn david.com/pop-women-festival>

Le Pop Women Festival dont la première édition a eu lieu l'année dernière s'inscrit dans cette nouvelle génération de festival qui tente de pallier aux programmations sexistes des grands festivals internationaux. Alors si on ne sait pas quoi faire le week-end prochain, c'est direction Reims... il reste des billets !

Sources :

Programme Eve, "La place des femmes dans les festivals", 13 juillet 2022.

Les Inrockuptibles, "Et si on supprimait les hommes sur les affiches des festivals ?", 15 avril 2015.

COUP DE PROJECTEUR SUR...

# IRÈNE DRESEL



Elle est la première femme de l'histoire à recevoir le César pour la meilleure musique originale. Irène Dresel est musicienne, autrice-compositrice-interprète et productrice française de musique électronique.



Set d'Irène Dresel au festival Chauffer dans la noirceur, Montmartin-sur-Mer, Manche, juillet 2021. © Photo Stéphane Mahot

Artiste plasticienne, diplômé des Beaux-Arts de Paris, Irène Dresel (nom de scène qui est en fait le nom de sa mère), dépose son univers partout où elle passe. Elle a été primée pour sa composition dans le film d'Eric Gravel "A plein temps", avec Laure Calamy en actrice principale.

Les notes électro fétiches d'Irène Dresel se fondent parfaitement dans le film. Eric Gravel explique avoir d'abord pensé son film sans musique. Lorsqu'il a pris contact avec l'artiste, elle avait alors tout le champ libre pour installer sa signature électro-florale.

Cela fait 48 ans que le concours des Césars existe. En 48 ans, seules 7 compositrices ont été nommées dans la catégorie "Meilleure musique originale". Irène Dresel fait non seulement partie de ces 7 noms, elle est également la première femme compositrice à recevoir cette récompense. Voici un extrait de son discours à la réception du trophée :

*"Ce film avait été un marathon et j'ai eu l'impression de vivre la même urgence que Julie, le personnage si brillamment interprété par Laure (Calamy)... Depuis 48 ans que les César existent, depuis ces longues années, cinq femmes ont précédemment été nommées, mais jamais aucune d'entre elles n'a été récompensée. Aussi ce César, je le dédie à toutes les femmes compositrices de musiques à l'image. Merci !"*

Sources :

[Site internet de Irène Dresel](#)

[Dure vie, "Irène Dresel devient la première compositrice à remporter le César de la meilleure musique originale", 27 février 2023.](#)